

L'ANTI-FASCISME DANS UN VERRE D'EAU DE VICHY

Réponse au tract "La guerre civile en Espagne" et à l'activité dominante de "Le mouvement communiste" dans la période actuelle.

"Pour tout un ensemble d'éléments inadaptés à la société, c'est-à-dire que la société produit - en nombre croissant - comme inadaptés, parce qu'elle même est inadaptée aux besoins réels, le militantisme est la seule forme que peut prendre leur énergie sociale, seulement utilisable dans un cadre qu'à la fois ils se donnent et qui s'impose à eux: les groupes gauchistes. En échange l'organisation lui permet de se valoriser (en esprit, pas dans la réalité) en lui faisant croire qu'il est "dans la révolution, dans ce mouvement le plus puissant qui soit". Au contraire l'activité révolutionnaire contient en elle-même son propre but et son contenu: elle n'a donc nul besoin d'une médiation extérieure pour "faire" agir l'individu".

J. Barrôt, Le Mouvement Communiste, éd. Champ libre.

Vous avez cru bon de nous adresser ce tract à la rédaction duquel vous semblez avoir participé, ou tout au moins dont vous revendiquez la totalité du contenu en le diffusant.

Qu'est-ce qui a pu vous faire croire un instant que nous serions d'accord pour participer à la fondation du comité que vous préconisez? L'absence d'une critique explicite et publique de notre part du contenu du "Mouvement Communiste" n°4? Quoiqu'il en soit le présent texte va mettre les points sur les i. Vous manifestez depuis un certain temps des vellétés d'activisme interventionniste fortement marquées tant dans les rapports directs que nous avons eus avec vous que dans la théorisation que vous en avez faite: n°3 de votre revue centré sur la "nature et la fonction actuelles du parti", et surtout n°4, véritable traité de savoir-être révolutionnaire.

Nous estimions alors que, soit vous vous maintiendriez d'une façon générale au niveau de ces vellétés idéologiques pendant un certain temps de "quête" inlassable auprès des "révolutionnaires", soit, au cas où vous passeriez à la pratique, vous seriez contraints à une régression théorique très importante, ceci conformément à l'analyse qu'on peut faire de la phase actuelle.

De fait, le milieu auquel vous vous adressiez inlassablement ("notre milieu" comme disent les braves gens) ne répondait pas beaucoup à vos exhortations d'être "cohérent avec lui-même en s'organisant sur le mode d'un parti qui ne pouvait qu'osciller entre l'informel et le formel. Au contraire il a

réagi immédiatement et parfois avec violence à LMC 4 ; critique théorique détaillée de Roland S., lettre ouverte aux auteurs de Philippe D. et Serge V. Notons au passage que, à notre connaissance la seule appréciation que vous ayez faites de ces critiques est de les attribuer à une période de "crise" chez les "révolutionnaires" (cf. LMC 5, De la politique) ; explication magique qui a le mérite d'éliminer les questions.

Quant aux priorités d'interventions par vous choisies - politique (gauche) et armée - bien peu y voyaient autre chose que votre "dada" personnel érigé par vos soins en " stratégie révolutionnaire ". Cette indifférence générale et ces quelques réactions particulières vis à vis de ce qui constituait désormais l'essentiel de votre activité devait nécessairement vous amener à des " décisions " : ou bien continuer à tourner à vide, sur vous-mêmes, et, comme vous le dites si bien, le " délire " guette alors ce genre d'activité ; ou bien revenir sur ce que vous aviez patiemment élaboré en théorie en tirant les conclusions logiques ; ou, enfin, trouver de quoi amorcer un peu de pratique (il va de soi que ces alternatives se présentaient à vous dans les faits et non sous une forme immédiatement " consciente " ou " machiavélique " ; il en est de même pour ce qui suit et pour l'ensemble de l'analyse que nous faisons de votre activité).

La nature fantasmatique de vos choix au sein du capitalisme développé dans lequel nous évoluons tous quotidiennement a dû vous apparaître plus ou moins dans les faits, également. Par conséquent, saisissant une occasion dont nous ne connaissons pas assez les termes pour l'évoquer ici, vous avez reporté vos velléités organisationnelles sur (et à partir d') une zone où le moindre développement du Capital vous paraissait laisser la sphère politique dans un état de force réelle enfin apte à subir votre " offensive " : l'Espagne.

En remplaçant la gauche par la droite, le tour était joué. Mais il y a plus : comment mobiliser les énergies dans une période où le mouvement communiste ne peut s'attaquer aux rapports de production capitaliste, à l'Etat, etc ... ? La seule façon, en l'occurrence, c'est de s'adresser aux sentiments " humains " des individus à rassembler. Tout ceci ne pouvait que produire un appel à nature fortement démocratique .

De fait, la régression théorique dont nous parlions plus haut est plus importante qu'il n'était "imaginable" :

- Antifascisme "classique" allant jusqu'à la dénonciation du coup d'Etat chilien !

- "Antifascisme moderne" (on dira plus loin ce qu'on entend par là).

- Phraséologie indignée inhérente au gauchisme : " on ne peut accepter qu'un Etat d'assassins les juge comme gangsters ".

- Le pathétique : "Franco s'était promis de "détruire le communisme jusque dans le ventre des femmes". Il n'y est pas parvenu ..."
(Ouf !).

Au passage vous poursuivez votre oeuvre de "réhabilitation", posthume et acrobatique, de Lénine et du bolchévisme en forgeant des oppositions au sein de la cohérence totale de l'idéologie/pratique bolchévique : théorie devant être importée dans le prolétariat, parti de révolutionnaires professionnels, attaques de banques devant alimenter les caisses d'un tel parti formel, etc ... L'incapacité de la bourgeoisie russe à accomplir radicalement sa révolution dans la perspective du développement capitaliste de la Russie constitue l'acte de naissance du bolchévisme, parallèlement à l'importance plus grande du rôle du prolétariat dans cette révolution (en tant que moyen essentiel de son accomplissement) que dans les autres pays européens au 19^e siècle.

Là où, en Occident, la simple possession du capital financier suffisait comme levier de la révolution bourgeoise, le bolchévisme, lui, devait ta- per simultanément dans ce capital et dans la théorie du prolétariat devenue marxisme social-démocrate (il faudra en finir vraiment un jour, en théorie, avec Lénine et le léninisme, en montrant la cohérence globale de tous les écrits de Lénine, y compris au moment des poussées prolétariennes) . La transcroissance de la révolution bourgeoise, si la révolution avait vaicue en Allemagne, en révolution prolétarienne aurait pu se développer effectivement en Russie sur la base de sa potentialité de Février 1917, mais ç'aurait été malgré et contre le parti bolchévique.

Pour en revenir à votre tract, léninisme et démocratie n'étant que deux aspects des mêmes tâches, il est normal que les léninistes de tout poil aient toujours pu évoluer avec aisance dans la sphère démocratique; cette double appartenance ayant été synthétisée dans le fameux "centralisme démocratique" en vigueur dans les groupuscules gauchistes, vous-mêmes pouvez vous adresser " naturellement " aux léninistes actuels en toute démocratie. Ce que vous leur reprochez simplement c'est de renier en quelque sorte Lénine et le bolchévisme sur le point particulier du " Hold up révolutionnaire " !

Il y a toujours eu une ambiguïté profonde dans votre façon de considérer tant les bolchéviques et Lénine que ce qu'on appelle aujourd'hui les organisations " gauchistes ". Tantôt vous critiquez réellement ces organisations, tantôt vous semblez les considérer comme des organisations révolutionnaires " égarées " (= ne possédant pas le vrai programme). En fait, il est clair à présent que le seul véritable reproche que vous leur faites est d'être elles-mêmes inadaptées à organiser réellement les inadaptés à cette société. Vous prétendez mettre à jour le parti formel en basant son existence non plus sur la Politique mais sur le Besoin (humain) ; LMC 4 est tout à fait explicite à ce propos.

On comprend pourquoi la politique vous apparaît comme une force à laquelle il faut vous attaquer en priorité : elle est le fondement organisationnel concurrent du vôtre .

La contradiction dans laquelle vous vous débattez est que cette critique de la politique ne peut être elle-même que politique .

En effet, les besoins actuels que ne peut satisfaire le Capital sont si nombreux, et les institutions ou " personnages " par lesquels il les réprime sont si divers qu'il n'est pas possible d'axer une pratique organique par rapport à eux : admettons même que pour vous la politique soit devenue réellement insupportable, pour d'autres ce seront les petits commerçants qu'ils ne peuvent plus supporter parce que le mouvement du Capital en mettant ces marchands aux abois renforce l'omniprésence du tiroir caisse dans leurs activités et leurs sourires et, par conséquent, rend le moindre rapport avec eux insupportable face au besoin de communauté humaine qui se fait toujours plus ressentir; pour d'autres ce sera ... etc

Au niveau des besoins que ne peut satisfaire le Capital et contre lesquels celui-ci dresse des sphères de la société qui jalonnent notre vie quotidienne, il n'y a aucune possibilité de pratique universelle qui ne se réduise à la simple exemplarité .

Si vous vous en teniez à dire que chaque révolte contre ces "sphères" particulières a valeur d'universalité (cf. LMC 5) tout en n'étant que révoltes , d'accord ! Nous constaterions la divergence de nos besoins immédiats qui ne nous permettent pas de partager nos révoltes, et c'est tout. Mais comme au fond c'est " la nature et la fonction actuelles du parti " (LMC 3) qui vous importent, vous énumérez des priorités dans l'intervention qui, comme par hasard, correspondent à vos besoins personnels (la politique aussi est un besoin, seulement

c'est une production du Capital qui en produit bien d'autres, et celui-là n'est pas le moins archaïque!). Les autres doivent donc s'organiser autour de vous, ils (re)deviennent ainsi des militants, toute pratique politique impliquant le suivisme (cf. n°3 de LMC où vous avez besoin de parler d'une discipline à instaurer à plus ou moins brève échéance, ce qui indique bien que ce terme ne recouvre pas le ralliement spontané au sein d'un mouvement pratique à celui ou ceux qui effectivement peuvent être, à un moment donné et non figé, plus immédiatement clairvoyants à propos d'une "tâche" immédiate). Ces néo-militants auront d'autant mieux le sentiment de ne pas en être qu'ils pourront régulièrement se rassurer en lisant dans vos ("leurs") publications la critique du militantisme. Ce qu'il y a de plus insupportable dans LMC4 c'est le caractère insidieux de ce texte qui réintroduit sous un autre emballage, quelques lignes ou thèses plus loin, toutes les "idées" que vous venez de critiquer. Il y a là une méthode politique (Une simple analyse de texte des n° 4,5 et 6 de LMC ferait apparaître clairement le mécanisme qui les anime et qui est devenu le contenu principal de vos écrits).

"Transformer la réalité" de LMC, posé en termes d'exhortation, prend une étrange résonance commune avec "changer la vie" de tous les partis politiques (et la gauche en particulier). Moins, aujourd'hui, les prolétaires transforment leurs conditions d'existence réelles, (et la seule activité rendue possible est la valorisation du Capital, quand ce n'est pas la suppression pure et simple de toute activité), plus leur mobilisation/organisation extérieure exige qu'on leur parle continuellement de transformation par leur propre action. En effet, le Capital a besoin de se réformer, et l'idéologie de la satisfaction passive (consommation de marchandises) ou de l'insatisfaction tout aussi passive à usage des couches sociales en décomposition (idéologie religieuse puisée dans les zones d'immobilisme relatif des rapports sociaux: Inde, etc.) se transforme nécessairement en idéologie de l'action et de la mobilisation: Jésus-Christ-homme, actif, tend à remplacer Bouddha, Krishna, etc.; l'idéologie de la construction d'un monde "harmonieux" tend à remplacer l'idéologie de "ce qui est".

Les partis mettent en évidence qu'ils ne feront "rien sans vous", façon de dire qu'ils ne peuvent rien faire sans que vous vous mobilisiez pour eux. LMC, lui, insiste sur le fait qu'on ne fait rien, si on n'a pas soi-même de pratique ("nous ne disons pas: on doit, mais plutôt: on se doit"; LMC4, p.53, thèse 64).

Il ne s'agit pas de mettre LMC dans le même sac que les partis politiques en question (le contenu diffère), mais de comprendre quel mouvement porte et modèle leurs discours respectifs. Autrefois, les individus qui ne voulaient pas se plier à la discipline de l'organisation formelle étaient taxés d'"anarchistes", d'"individualistes petits-bourgeois", etc. (c'est encore partiellement vrai au sein des archaïques groupuscules gauchistes); aujourd'hui on les accuse plutôt de n'avoir pas les pieds sur terre, de délirer ou d'être en crise, accusation conforme à l'organisation dominante léguée par le mouvement du Capital qui, entre autres, a répandu la psychiatrie et ses hôpitaux.

Toutefois, "on" est toujours obligé d'accuser ces "individus" devant le tribunal des "révolutionnaires" du "même milieu" qui lit les "mêmes revues", comme vous dites. Ainsi LMC, loin de le dépasser, s'est transformé en tribune d'assignation, insidieusement anonyme, de ce milieu (l'anonymat est aussi le mode d'existence actuel du Capital, et non seulement du mouvement révolutionnaire).

Il serait enfin temps de savoir ce que les participants à LMC ont transformé de plus que les autres, depuis qu'alternativement ? ils exhortent ceux-ci à transformer la réalité, et les accusent de ne pas le faire.

Que signifie: "l'organisation est aujourd'hui celle des tâches"? De quelles tâches s'agit-il? A qui va-t-on faire croire que les organisations formelles dans le passé ne s'organisaient que pour s'organiser? Il s'agissait bien aussi d'"organisations des tâches" qui, formées en l'absence de transformation pratique des rapports sociaux, trouvaient en leur sein l'essentiel ou la totalité de leurs activités, de leurs tâches. Comment l'organisation vue par LMC pourrait-elle éviter cela, tout aussi formellement informelle - ou inversement - qu'elle soit? Réduire la formalité ou la réalité d'une organisation à la prise ou non d'une carte d'adhésion, etc., relève de l'enfantillage intéressé.

Vous devez nécessairement évoluer dans la sphère politique car celle-ci est la médiation qui permet d'unifier et rassembler ce qui ne peut qu'être divergent dans la pratique actuelle : les besoins immédiats; au contraire, le processus de la révolution communiste détruit la politique car ces besoins ont été unifiés par l'attaque radicale du Capital contre les conditions matérielles d'existence du fait de l'impossibilité momentanée du prolétariat de se reproduire dans des

conditions viables, en tant que catégorie active du Capital. Le besoin du communisme trouve, là, sa possibilité de satisfaction et tous nos besoins bafoués retrouvent face à eux leurs empêcheurs en une même contre-révolution compacte. On ne peut comprendre autrement que la valeur en procès, apogée de la séparation de l'homme d'avec sa communauté, contraigne par sa caducité le mouvement de reformation de cette communauté sur une base universalisée par la valeur elle-même.

Partir aujourd'hui des besoins pour fonder une activité qui se veut révolutionnaire c'est au mieux ne plus pouvoir supporter " le monopôle de l'expression et de l'action de l'Etat, de la gauche, des gauchistes dans notre école entreprise, quartier etc ... " (LMC 4 p.51, souligné par nous), car c'est nécessairement greffer sur ces besoins réels et leur insatisfaction des besoins produits par l'emprise du Capital et qui n'ont d'existence que par lui (en complément de cette appréciation lire " Bilan critique du "Voyou" "). Ce que vous dites sur la Ligue Communiste et Ordre Nouveau dans LMC 5 peut très exactement s'appliquer à vous : si la politique n'existait pas, vous l'inventeriez !

En entrant en concurrence avec les gauchistes (" révolutionnaires sans programme ") vous tentez de jouer par rapport à eux le rôle du parti communiste formel tel qu'il est décrit dans le Manifeste Communiste vis à vis des "autres partis ouvriers". Mais, hélas pour vous, la domination réelle du Capital rend ce mode d'être des communistes impossible. Toute organisation formelle ou " informelle " qui se veut "réellement" communiste (=défendre le programme et/ou lui chercher un mode d'emploi) est réduit à ne même plus pouvoir le présenter dans la pratique immédiate^{en}; l'absence d'un mouvement pratique s'attaquant à la valeur, pour avoir un impact réel, cette organisation est forcée de rester au niveau des catégories capitalistes (école, entreprise, quartier, etc ...) et de faire, somme toute du gauchisme. C'est ainsi que vous reparlez de plus en plus fréquemment de "mouvement ouvrier", "classe ouvrière", "travailleurs" etc... dont un bon exemple est fourni par la circulaire envoyée par vous, au printemps dernier, à une réunion de groupes " révolutionnaires " anglais, qui disait à peu près ceci : " Les révolutionnaires conséquents sont aujourd'hui soit eux-mêmes des travailleurs, soit sont en contact avec des travailleurs " (1) .

Dans la pratique vous vous autonomisez de plus en plus de la contradiction inscrite dans le mode de production capitaliste (la théorie suit, après avoir d'ailleurs, elle-même annoncé ce mouvement d'autonomisation). Notons au passage que la même négation de la contradiction opérée par l'autre bout (le "dépassement de la valeur", la "surfusion du Capital") conduit Invariance à sa propre autonomisation à partir de la même mystification du besoin humain. Ce qui conduit LMC à intervenir "systématiquement"

amène Invariance à croire en l'Homme seul capable d'un sursaut pouvant sauver l'Humanité!

Pour en revenir au champ d'application espagnol de votre "offensive" contre la politique, vous vous trompez lourdement en croyant que les pays à forme d'organisation "dictatoriale" sont plus contraignants que les démocraties occidentales, comme vous dites. Vous avez sans doute publié - ou plus sûrement jamais vraiment admis - que la forme dictatoriale politique qui organise la cohérence de la société espagnole est assumée dans les pays développés par la froide réalité des rapports sociaux eux-mêmes, il ne s'agit que d'une autre forme de la même contrainte.

Les capitalismes où règne ce que nous appellerons par commodité le "fascisme politique" ne sont nullement archaïques vis-à-vis de ceux où règne totalitairement le Capital; mieux: les premiers sont rattachés aux seconds, à échange inégal, par la forme d'organisation qui y est en vigueur. Le "fascisme" est encore le rapport adéquat de l'Espagne au marché mondial, qui fonde l'inclusion de ce pays dans la domination réelle mondiale du Capital, en tant que "pôle inférieur" nécessaire à cette domination telle qu'elle se présente dans le cycle capitaliste amorcé après la dernière guerre (1). Si on de-

(1) Pour la plupart des pays africains, après la décolonisation, la forme despotique particulière de leur entrée dans la communauté capitaliste mondiale fut la greffe d'Etats capitalistes sur des rapports sociaux en général pré-capitalistes - ou pré-capitalistes en dissolution, ce qui ne fit qu'accélérer cette dissolution sans que s'y développe notablement le mode de production capitaliste - avec intégration immédiate des syndicats à ces Etats.

En Amérique latine, comme en Grèce, la cohérence de la société est généralement assumée par des dictatures militaires, lesquelles se proclamant de gauche ou de droite selon l'ampleur des nationalisations qu'elles décrètent. Or la nationalisation des secteurs industriels secondaires n'est qu'un épiphénomène politique - et la politique est elle-même un épiphénomène - de la nationalisation des secteurs clefs que sont les industries d'extraction des matières premières. Ce dernier type de nationalisation est une nécessité pour le capital étranger importateur car ces secteurs sont, par eux-mêmes, des secteurs de faible profit.

Le nouvel Etat chilien illustre bien ce que nous avançons. La fonction du coup d'état militaire n'était pas tant de sauver l'économie chilienne du chaos, mais bien plutôt d'éviter que l'incohérence croissante de la société sous le règne du front populaire rende impossible pour le Chili de jouer son seul rôle dans la société mondiale; en l'occurrence, et principalement, il s'agissait d'éviter que les livraisons de cuivre soient perturbées. La nationalisation des mines était nécessairement maintenue, conjointement à la mise en place d'une administration conforme à la fonction de ce secteur: l'armée.

-meure dans le cadre européen, comme exemple, le mode d'organisation de la société espagnole, portugaise ou grecque, est fixé à la forme empruntée dans les années 30 par les capitalismes développés et en crise profonde, dans leur mouvement d'accession à la domination réelle du Capital qui suivit la défaite internationale du prolétariat. Le fascisme, alors, basé sur la force politique-militaire et l'adhésion des "masses", devait pallier la caducité partielle et temporaire de la valeur pour assumer ce passage, et donc se débarrasser de la politique sous toutes ses formes, en tant que force progressive réelle.

L'absence d'une destruction massive de forces productives, comme ce fut le cas par exemple en Italie, ce qui permit à ce pays un rajeunissement et une ré-accumulation sur des bases élargies à la domination réelle, contraignit l'Espagne à entrer de plein pied dans le marché mondial en conservant ce mode d'organisation "fasciste". Cependant, seule la forme subsistait, le contenu avait changé: il ne s'agissait plus de l'expression politique d'un mouvement national social progressif - mouvement du Capital -, mais d'une dictature n'ayant plus aucun caractère de "masse", et véhiculant fondamentalement la décomposition des rapports sociaux pré-capitalistes par le mouvement international de la valeur, que le mode de production capitaliste puisse s'y développer notablement ou non. (ce dernier cas étant celui de la majorité des pays à forme despotique).

En Espagne comme ailleurs, la politique en tant que force progressive réelle était définitivement morte; alors qu'en Italie, Allemagne, France, etc., les parlements devenaient fantômes, en Espagne se préfabriquait un parlement fantoche, sans l'ombre d'un véritable spectacle. La politique, de béquille était devenue matraque. L'anti-fascisme aujourd'hui est par conséquent essentiellement le fait des forces sociales liées à ces rapports pré-capitalistes, d'où les luttes séparatistes en recrudescence des autonomistes espagnols ces dernières années. Evidemment étant donné l'origine et le caractère international du mouvement de dissolution, cette lutte est teintée de nationalisme anti-impérialiste, mais uniquement comme conséquence de l'anti-fascisme. Il en est autrement dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique où le mouvement de dissolution est forcément saisi d'abord à travers le phénomène "impérialiste". Dans ces pays, à la différence de l'Espagne, les mouvements proprement nationaux peuvent regrouper des prolétaires inintégrables au mode de production capitaliste étant donnée la prédominance importante du mouvement de dissolution des rapports de production pré-capitalistes

sur l'extension des rapports de production capitalistes.

En effet, si l'Espagne n'a pas connu une destruction suffisante des forces productives qui lui eût permis une réaccumulation sur des bases immédiatement élargies, l'existence même d'un prolétariat concentré en certains secteurs et sounis par son écrasement de 36-37 a entraîné après-guerre un investissement important de capitaux étrangers (alors principalement US). Cette injection eut pour effet de faire connaître à l'Espagne dans la décennie 60-70 un des taux d'expansion (7,6%) les plus forts du monde (cf. "Problèmes économiques d'avril 72).

Cette expansion qui tend à soumettre réellement l'Espagne au Capital a fait apparaître des forces contraires au franquisme qui correspondent aux capitalismes développés (jeunes dirigeants d'entreprise réformateurs, technocrates, planification économique, etc.).

Objectivement, le franquisme tend à n'être plus nécessaire dès lors que la valeur, grâce à l'essor économique, devient l'organisateur effectif de la cohérence sociale - de sorte que, par contre-coup, la fonction de l'Espagne sur l'échiquier mondial est assurée "naturellement". La fin des années 60 - début des années 70 a été marquée par sa remise en question. Seule la stagnation qui dès 71 a touché ouvertement le capitalisme mondial, et n'a pas épargné l'Espagne, permet au franquisme de se maintenir, car tout relâchement du mode d'organisation en vigueur est dangereux pour le Capital en cette période.

L'ambiguïté de la situation espagnole est le produit de la coïncidence entre la fin d'un mode de soumission au Capital et la fin d'un cycle mondial de valorisation. C'est sans doute ce que vous appelez dans le tract "un après-franquisme indéfini". Toutefois, d'un point de vue prolétarien, il ne peut y avoir aucune ambiguïté à ce propos.: en Espagne comme en France le procès révolutionnaire s'enclanchera par la tentative que fera le prolétariat pour liquider la valeur. Bien sûr dans le mode d'organisation actuel du capitalisme espagnol, il devra affronter plus immédiatement l'Etat, mais inversement ce n'est pas parce que des prolétaires et des membres des "couches moyennes" affrontent aujourd'hui - en le subissant - l'Etat "fasciste" que leurs actions s'inscrivent dans le procès révolutionnaire. Il s'agit au contraire de comprendre la nature et le contenu de ces "hold-up" que la simple nature de l'Etat espagnol ne peut expliquer en elle-même.

Dans les capitalismes les plus développés la contradiction entre

...le développement et la socialisation des forces productives d'une part et la valeur de l'autre entraîne depuis plusieurs années une certaine décomposition des rapports sociaux capitalistes qui s'exprime, entre autres, par une "délinquance" fortement accentuée. Celle-ci est non seulement importante quantitativement mais aussi "qualitativement" par les hold-up auxquels se risquent de nombreux prolétaires. L'attaque à main armée dans les sociétés pleinement capitalisées est relativement de moins en moins le fait du "milieu", cette sphère sociale en voie de dissolution qui participait marginalement de la classe dominante par la constitution de véritables "holdings" d'affaires parallèles et de réserves sociales, mais de plus en plus le fait de jeunes prolétaires, rejetés du procès de production ou ne voulant plus y entrer, vivant au jour le jour par de petits butins et destinés à se faire coffrer à plus ou moins brève échéance.

En Espagne, comme dans de nombreux pays non pleinement capitalisés, l'irruption de cette délinquance "extrême" a été le produit de la décomposition des rapports sociaux pré-capitalistes. A la différence des capitalismes développés, elle a souvent pris une forme immédiatement politique car les forces qui l'exerçaient véhiculaient une certaine recomposition des rapports sociaux dans la perspective d'une autre gestion du Capital (ceci souvent dans un contexte économique catastrophique; on peut citer comme exemple l'Uruguay et ses Tupamaros issus des classes moyennes: professions libérales, étudiants etc.).

Cependant, l'approfondissement mondial des contradictions capitalistes se traduisant par des difficultés concrètes de valorisation donne un sens "nouveau" à la décomposition des rapports sociaux capitalistes; des groupes peuvent faire coïncider leur activité délinquante avec la réappropriation -encore forcément parcellaire - de la théorie communiste. Ceci est vrai dans les pays où le Capital domine réellement bien sûr, mais aussi en Espagne, suffisamment capitalisée pour que la crise de la valeur soit immédiatement perceptible. Par contre, si on considère l'Uruguay, la conséquence de ces difficultés mondiales n'y est qu'indirecte; la lente mise au jour de la perspective communiste ne peut s'y manifester tout d'abord que négativement, par la disparition tendancielle d'organisations comme les Tupamaros.

L'évolution théorique qui se produit en Espagne au sein de certains de ces groupes ne peut cependant rompre avec la pratique antérieure (par exemple: explication des actes aux employés de ban-

-que: "nous ne sommes pas des gangsters, etc!"). Car il y a confusion entre la décomposition des rapports sociaux capitalistes et des rapports sociaux pré-capitalistes, confusion entre la perspective communiste et la perspective de passage effectif à la domination réelle et directe du Capital.

L'explication-justification des actes par leurs auteurs reflète et véhicule le mouvement tendanciel de constitution en Espagne d'une Opinion publique qui est un des produits caractéristiques de la domination réelle du Capital sur une société.

Dans le processus révolutionnaire lui-même aucune justification n'est à fournir aux employés de banque sur la nécessité de la liquidation de leur secteur par le mouvement communiste. Ces employés auront déjà été contraint - plus ou moins - par le Capital lui-même à "comprendre" pratiquement cette nécessité; le prolétariat aura, le cas échéant à appuyer fortement cette contrainte sur les employés de banque, sans utiliser quelque "pédagogie" que ce soit. LMC ne comprend pas le mouvement "délinquant" en Espagne, il l'inverse : acquisition du "programme communiste", puis subordination de l'activité "délinquante" à la spécificité espagnole de son mode d'emploi.

D'une façon générale la "délinquance" marque les limites de la période, du point de vue révolutionnaire; il ne suffit pas d'exhumer des cendres du mouvement ouvrier la vieille appellation "expropriation" pour dépasser ces limites.

Toutes sortes d'illusions sont forcément inscrites dans la délinquance, quelle que soit la forme particulière qu'elles revêtent.

En Italie, par exemple, des groupes similaires se sont constitués ces dernières années, comme les "Comontisti", dont plusieurs membres sont eux aussi en prison. Dans le cadre d'un capitalisme plus développé, ces camarades, à l'inverse des camarades espagnols, ne peuvent qu'affirmer leurs actes comme anti-politiques. Par ailleurs ils revendiquent la "criminalité" comme une lutte contre le Capital. L'appréhension de leurs actions a le même défaut que l'appréciation de LMC : ils croient accéder à la délinquance par un acte de volonté qui détermine celle-là comme un mojen de subversion. La "délinquance" n'est plus saisie comme la conséquence d'un rapport social contraignant qui dépasse l'individu ou le groupe lui-même et qui peut s'accompagner dans la période actuelle d'une certaine réappropriation de la théorie communiste due pour une part à certaines circonstances, rencontres, etc ... (Il en est de même pour la condition salariée d'ailleurs).

Les limites inscrites dans la délinquance ne pourront être dépassées/supprimées que par l'impossibilité momentanée de reproduction du Capital et, donc, de la " délinquance " , elle-même.

Dans le cas des "Communisti" la presse italienne a pu étaler complaisamment, en les tournant en dérision, les déclarations révolutionnaires liées aux actions de ces camarades, faisant d'eux des "révolutionnaires farceurs" doublés de véritables "gangsters" (cf. en particulier, un article de " l'Espresso "); ceci parce que le développement du capitalisme italien a créé une Opinion Publique (ainsi qu'un marché de la " contestation ", etc ...) à laquelle on peut dévoiler tous les aspects de l'actualité dans la mesure où celle-ci est justement de l'actualité, c'est à dire où les " événements " demeurent dans les limites du mode d'existence capitaliste, de l'existence d'une Opinion Publique, etc... .

Par contre, en Espagne, les mêmes " événements " ne peuvent être totalement rendus publics dans la mesure où ne s'est pas encore véritablement constitué une Opinion Publique. La reconnaissance par le Capital espagnol du caractère " politique " de telle ou telle action s'opère dans les faits, par la nature de la Cour qui est amenée à la juger. Quant à faire passer, tant en Italie qu'en Espagne, ces camarades pour des "gangsters", le Capital ne fait que rendre compte qu'il les considère comme des déchets, des riens, et chacun sait (excepté l'Opinion publique naturellement) que telle est la situation de ceux qui se révoltent, d'une façon ou d'une autre, contre le Capital. Loin d'être infamante, cette accusation est beaucoup plus " honorable " qu'être contacté par les notables catalans - via un cardinal suisse ! - dans un but de conciliation (cf. le petit fascicule, " Gangsters ou Révolutionnaires ? "). Cette démarche de l'Assemblée de Catalogne montre que ces "expropriateurs" pouvaient être considéré à un certain moment (quand ?) comme une force politique, pouvant être reconnue par les pouvoirs, ce qui n'est, en effet pas le cas de simples " délinquants ", mais est à l'opposé de constituer une preuve du caractère subversifs de ces "expropriations".

Il est tellement explicite, y compris à vos yeux, que cette " affaire " n'est pour vous qu'une occasion de fonder, enfin, une petite "organisation des tâches" que vous soulignez vous-mêmes dans le

tract les termes de la contradiction inscrite dans votre projet : on lit que " Il faut au minimum faire éclater ce mensonge (= c'est pas des gangsters), c'est la seule chance de sauver ces camarades " après avoir lu plus haut que " l'Etat fasciste est un Etat de guerre civile permanente " et que c'est " une cour martiale qui aura à juger les actes de ces camarades ". Il est donc, on ne peut plus évident, s'ils sont jugés par une cour martiale, qu'ils sont reconnus explicitement comme " politiques "; et comment pourrait-il en être autrement dans " un Etat de guerre civile permanente " ? ! En ne prenant pas en compte l'antiquité de leurs actions, vous êtes condamnés à ne pas même pouvoir faire apparaître dans leur "défense" le dépassement de la démocratie que confère la période actuelle à leur pratique, même si ce dépassement ne se reflète nullement dans cette pratique elle-même. En prétendant que ces actions s'inscrivent dans le procès révolutionnaire qu'elles reflèteraient, vous êtes contraints pratiquement, puisqu'il n'y a point procès révolutionnaire, d'intervenir sur le terrain de la Démocratie .

Vous rejouez Burgos en simple farce.

La nature des actions que vous soutenez ne relèvent plus du pur Nationalisme et du pur Démocratisme qui avaient permis à la gauche européenne d'intervenir efficacement en faveur des séparatistes basques. Vous avez beau mettre trois quarts d'eau dans votre vin " communiste ", tenter de jouer à fond la carte démocratique en essayant de passer des communiqués dans la presse, en invitant les pétitionnistes habituels (sur lesquels vous avez maintes fois craché) à rallier votre comité fantôme, vous êtes voués à échouer dans la défense même de ces camarades. Votre tentative n'est qu'un pet de fourni.

En réalité, c'est ce qui est terrible et rend votre opportunisme sourdide, ces camarades sont indéfendables pratiquement dans l'état actuel des forces sociales.

Seul le mouvement insurrectionnel du prolétariat pourrait les défendre les armes à la main, non pas démocratiquement, ni dans le compromis théorico-pratique que vous adoptez, mais par et dans le mouvement social communiste.

Il y a, et il y aura, de plus en plus de prolétaires - pas seulement ces camarades, mais des centaines de milliers d'autres, réduits à

l'état de pollutions du Capital - qui sont et seront contraints de pourrir dans les geoles capitalistes, quand ce n'est pas d'attendre l'exécution causée par la mort d'un flic; c'est ici quel que soit la forme de l'Etat formulant et exécutant la sentence.

On ne choisit pas d'être prolétaire, si vous vous paraissez pouvoir choisir d'être tantôt " démocrates " tantôt " communistes " !

Ce sont ces mêmes prolétaires emprisonnés, qui, par la fréquence de leurs révoltes internationales - et en Espagne récemment - personnifient, conformément à leur situation, la rébellion des forces productives contre leur incarcération dans des rapports productifs toujours plus étroits. Il est significatif à ce propos que le mouvement social " extérieur " ne soit jamais intervenu pour " aider " ces émeutiers à réaliser enfin leurs moments de rupture toujours immédiatement retournés contre eux.

Nous pensons quant à nous, que la seule solidarité réelle avec ces camarades (le seul minimum possible) est de dévoiler les divers mythes que vous accédez :

a) - Qu'ils peuvent être " sauvés ", ou que leurs peines peuvent être allégées, par l'action de ce comité de soutien.

b) - Que leur pratique pouvait s'inscrire dans un processus révolutionnaire (ou subversif) et le refléter. Toute l'histoire du mouvement révolutionnaire prolétarien est là pour témoigner que la mystification est autrement plus meurtrière que les bourreaux des Etats dès qu'elle prend les choses à la racine et devant une force matérielle.

Il est utile ici de préciser, pour lever toute ambiguïté sur ce qui précède, que la distinction subversion/révolution sur laquelle se base toute l'activité théorico-pratique de LMC actuellement nous paraît sans fondement révolutionnaire. " Subversion " a une signification précise : retournement total, ce qui était dessous vient dessus (et inversement). Si ce terme pouvait avoir un sens distinct dans les phrases révolutionnaires passées, où s'ériger en classe dominante constituait pour le prolétariat une tâche préalable à la destruction de l'échange marchand (dépérissement), il n'en a plus aujourd'hui où le procès de cette destruction ne peut qu'être immédiat et se subordonner la dictature de classe. Si l'on veut, les deux mouvements - subversion et révolution - coïncident. Toutes les tâches " particulières ", " transitoires ", etc, ne sont que des moments au sein du procès révolutionnaire.

Dans la période strictement présente, il crève les yeux que le pro-

-létariat ne subvertit rien du tout. Ses luttes et révoltes disparaissent aussi brutalement qu'elles étaient venues, vaincues ou réprimées. Le Capital remplit à nouveau de son contenu et de son organisation le vide qu'elles avaient créé et les questions qu'elles avaient pu poser. Il n'y a plus rien entre la domination du Capital et le procès de communisation de la société. Les luttes de l'année qui s'achève confirment et approfondissent l'analyse faite dans le texte: "En quoi la perspective communiste réapparaît" (à ne pas confondre avec la réédition de ce LMC n°1, qui introduit ce texte, en le préfaçant (sic), dans le garde-fous des tâches pra-â-tiques).

En conclusion de ce long développement, nous ne pouvons plus conserver quelque rapport que ce soit avec LMC dans l'état actuel de vos positions tant théoriques que pratiques. En effet, dans la mesure où celles-ci sont entièrement centrées sur l'intervention et vous anèment à nous contacter, entre autres, dans cette perspective, nous sommes contraints à exprimer une rupture qui n'a rien de formel. Il ne peut être question ici d'opinions divergentes dues à l'ambiguïté de la période et qui précèderaient une unification (nous n'avons par exemple aucune divergence de points de vue avec le gauchisme); on peut parfaitement parler de régression théorique de votre part, comme nous l'avons montré en tentant d'explicitier ses origines et son contenu. Il ne s'agit pas pour nous d'une rupture avec tels ou tels individus, mais avec une activité théorico-pratique qui n'existe, elle que par une sollicitation d'individus. Ceci n'hypothèque nullement, dans un sens ou l'autre, le devenir de qui que ce soit.

Par ailleurs, cette appréciation générale sur l'activisme politique de LMC ne nous condamne nullement à "l'attentisme" ou à la "complaisance dans la théorie", comme le prétend cette revue en posant systématiquement les questions de la période actuelle sous l'angle de cette fausse alternative. Contrairement aux thèses développées dans LMC n°3, la théorie révolutionnaire n'a pas pu précéder la reprise de 68-69; en période de contre-révolution "totale" il ne peut y avoir au mieux que conservation d'un programme lui-même édulcoré par la période. Depuis 68, en gros, il y a bien production, -encore parcellaire bien sûr- de la théorie communiste, reflétant les tendances du mouvement réel. Cette production est elle-même pratique par les liens qu'elle contraint à tisser, dans la mesure où cette contrainte est exercée par le mouvement social réel, et non par les exhortations extérieures de tel ou tel indivi-

-du ou groupe, de telle ou telle revue. La théorie n'est pas un programme, la pratique n'est pas le mode d'emploi de celui-ci. L'unité indissoluble théorie-pratique implique justement qu'il ne puisse y avoir d'activité théorique qui mette en évidence la démocratie sous prétexte de "tactique".

Il en ira de même dans le processus révolutionnaire proprement dit où la tactique et la stratégie, évidemment nécessaires, ne feront pas pour autant de concessions à la démocratie ou aux couches sociales qui n'iraient pas immédiatement dans le sens de la destruction de la valeur. Au contraire, toute tactique n'est concevable que dans et par le sens communiste du mouvement et à son tour elle permet d'approfondir et affermir cette direction. Le communisme n'a plus à se trouver ou à se ménager des alliés, il ne peut plus évoluer dans la sphère politique.

N.B. Quand ce texte fut rédigé pour l'essentiel, nous ne connaissions pas encore le n°6 de-LMC consacré à cette affaire. Après l'avoir lu, il apparaît qu'il n'y a pas un mot à retrancher ou transformer dans notre réponse. Vous avez simplement remis un peu de vin dans votre verre après avoir bu une bonne partie de son contenu initial. Le tract était à usage strictement démocratique; la brochure tend simultanément à "rassurer" les camarades que vous avez contactés à propos de ce comité et à faire la leçon aux gauchistes "violents" pour lesquels vous réintroduisez presque systématiquement la notion périmée et bientôt contre-révolutionnaire de "mouvement ouvrier". Vous avez écrit, selon votre nouvelle méthode, 15 pages pour "ne rien dire", ou plutôt rien que vous ne démentiez quelques lignes plus loin. D'une façon générale, la brochure rend compte plus explicitement que le tract de la contradiction dans laquelle vous êtes enfermés: vous ne pouvez tirer aucune conséquence des quelques vérités élémentaires que vous énoncez, notamment sur la violence et sur la solidarité. Il vous est impossible de faire entrer l'objet particulier de votre intervention dans votre analyse théorique générale. Dès que vous redébouchez dans la perspective pratique, vous retombez sur la dure réalité démocratique. Conformément au mode d'être partiiste oscillant entre le formel et l'informel, vous vous livrez à une gymnastique politicienne qui essaie de concilier deux antagonismes radicaux: la théorie communiste et la pratique démocratique.

Par ailleurs, vous n'ignorez pas que votre souteneur de service,

P. Vidal-Naguet, a fait l'apologie de la condition prisonnière, au sein du GIP, en revendiquant le "contrôle populaire sur les prisons", car comme tout souteneur il ne peut vouloir supprimer ce dont il vit.

Enfin, on pourrait dire que l'agitation du comité de "défense" a réalisé la nature farcesque de sa fondation, si l'objet de ses gesticulations n'avait pas ce caractère tragique: sans même parler de l'article de "Libération" au titre éloquent: "Un nouveau Bur-gos?", le communiqué finalement passé dans "Le Monde" amalgamait ces camarades avec les notables de l'Assemblée de Catalogne eux-mêmes emprisonnés! (Qu'il s'agisse d'une "coquille" ou du prix réel qu'a coûté la publication du communiqué, peu importe, ce "Mon-de" n'est pas le nôtre - et cette "Libération" non plus -, il fait ce qui lui convient).

En somme, le Comité de "soutien" a accompli ce que les camarades espagnols avaient repoussé: l'entente entre eux et les notables catalans!

V. BRISSET
N. WILL
J. CICERO
J.Y. BENIOU
A. AJAX